



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement
informatique
Saint-Etienne

MARCHÉ 04/2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES – CCAP

GARDIENNAGE TÉLÉSURVEILLANCE

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet du marché	3
ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché	3
2.1 – Pièces particulières	3
2.2 – Pièces générales	3
ARTICLE 3 – Durée du marché	3
ARTICLE 4 – Modalités d'exécution du marché	4
4.1 – Période d'intervention	4
ARTICLE 5 – Développement durable	4
5.1 – Éléments à caractère social	4
5.2 – Éléments à caractère environnemental	4
ARTICLE 6 – Obligations du titulaire.....	4
ARTICLE 7 – Obligations du pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 8 – Conditions d'établissement et d'évolution des prix.....	5
8.1 – Conditions générales d'établissement des prix.....	5
8.2 – Conditions générales d'évolution des prix	5
ARTICLE 9 – Conditions de règlement.....	5
9.1 – Périodicité de facturation	5
9.2 – Modalités.....	5
ARTICLE 10 – Pénalités	6
10.1 – Généralités.....	6
10.2 – Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations	6
ARTICLE 11 – Confidentialité.....	6
ARTICLE 12 – Responsabilités et assurances	7
ARTICLE 13 – Sous-Traitance.....	7
ARTICLE 14 – Résiliation.....	7
ARTICLE 15 – Dérogation aux documents généraux	7

ARTICLE 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la télésurveillance et le gardiennage du Centre de Traitement Informatique de Saint-Etienne. Le détail des interventions est spécifié dans le cahier des charges techniques (CCTP).

ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement (AE) et son bordereau de prix
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES

Les documents applicables sont :

- Le décret N° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif aux marchés publics
- L'arrêté du 16 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

ARTICLE 3 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de **un an** et débutera au 01.01.2026.
Il est renouvelable par voie expresse dans la limite de quatre ans.

L'organisme notifiera par courrier recommandé son souhait ou non de reconduire le présent marché 2 mois avant son terme, soit au plus tard le 31 octobre de l'année.

Le Titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.
Les reconductions ne sauraient permettre de modifier les conditions du marché qui aura été signé.

Pendant la durée du marché, l'Organisme disposera d'une possibilité de dénonciation assortie d'un préavis de trois mois.

Outre les clauses de résiliation prévues au C.C.A.G. / F.C.S., le présent marché pourra être résilié par l'Organisme dans les cas suivants et sans préavis :

- Si le Titulaire a encouru trois pénalités en matière d'indisponibilité au cours d'une année,
- Si le Titulaire est en redressement judiciaire.

ARTICLE 4 – Modalités d'exécution du marché

4.1 – PÉRIODE D'INTERVENTION

Toutes les interventions sont prises en compte de manière forfaitaire dans le présent contrat et ce, quel que soit l'horaire d'intervention.

Les dommages causés par des circonstances exceptionnelles telles que définies par les assurances sont exclus de la garantie.

ARTICLE 5 – Développement durable

Les conditions d'exécution du marché devront comporter des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces conditions n'ont aucun effet discriminatoire.

5.1 – ÉLÉMENTS À CARACTÈRE SOCIAL

Le titulaire du présent marché s'engage à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Les structures d'insertion par l'activité économique ont pour objet principal l'insertion par l'emploi. Il s'agit de mettre en situation de travail des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, peuvent toutefois être placées en emploi moyennant un soutien. Ces structures proposent à ces personnes des contrats de travail et mettent à la disposition des salariés en insertion un encadrement professionnel et social afin de rendre leur accès le plus rapide au marché de l'emploi classique.

5.2 – ÉLÉMENTS À CARACTÈRE ENVIRONNEMENTAL

Le titulaire doit adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes.

ARTICLE 6 – Obligations du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat. Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le présent marché.

Le titulaire désignera un interlocuteur unique, ayant une connaissance des spécificités du site, que le CTI pourra contacter pour toute demande.

Le titulaire s'engage à restituer, en fin d'exécution du marché, l'ensemble des clés, badges et télécommandes qui lui ont été remis en début de marché.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit avoir une parfaite connaissance de l'immeuble et être qualifié pour intervenir.

Le titulaire devra s'assurer de la formation de son personnel et gérer les suppléances en cas d'absence ou de départ.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur pour avis, puis mise en application, la procédure détaillée d'appel d'urgence. Les noms et numéros de téléphone sont communiqués préalablement par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- laisser au titulaire le libre accès aux bâtiments pour l'exécution des prestations, objet du présent marché,
- mettre à disposition du titulaire les moyens nécessaires au bon déroulement des interventions.

Toutefois, en cas de carence du Titulaire, l'organisme se réserve le droit de faire appel directement à une entreprise et ce, aux frais du Titulaire.

ARTICLE 8 – Conditions d'établissement et d'évolution des prix

8.1 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Le présent marché de maintenance est conclu pour le prix forfaitaire ferme pour la première année. Ce prix figure à l'Acte d'Engagement (AE), le détail de ce prix figure dans le bordereau de prix.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit octobre 2025. Ils comprennent tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

8.2 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉVOLUTION DES PRIX

Les prix indiqués dans le marché sont fermes la première année, puis révisibles annuellement à la date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_i [0,125 + (0,875 \times (I/I_0))]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé

P_i : Prix initial à date la signature du marché

I₀ : Valeur de l'indice de référence du mois de l'établissement des prix du marché, appelé « mois zéro » (octobre 2025)

I : Valeur du dernier indice connue à la date de la révision

L'indice de référence retenu pour la révision est le suivant :

Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Base 2015 – Identifiant 010546340 publié sur le site de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546340>

ARTICLE 9 – Conditions de règlement

9.1 – PÉRIODICITÉ DE FACTURATION

Les redevances de maintenance sont établies de manière trimestrielle (mars / juin / septembre / décembre).

9.2 – MODALITÉS

Le CTI St-Etienne a mis en place le dispositif de réception dématérialisée des factures.

Le titulaire est astreint à l'obligation de transmettre ses factures par voie dématérialisée, et doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition : ChorusPro.

L'application est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire devra pour pouvoir déposer ses factures, renseigner dans l'outil le numéro de SIRET, qui identifiera le CTI St-Etienne en tant que destinataire de la facture : 403 321 458 000 16

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

L'Agent Comptable de l'organisme règle les sommes dues au titre du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture.

ARTICLE 10 – Pénalités

10.1 – GÉNÉRALITÉS

Les pénalités définies au présent CCAP sont cumulables. Les montants des pénalités définis au présent article s'entendent hors taxes et ne sont pas révisables. Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

10.2 – PÉNALITÉ POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le dépassement des délais d'exécution donnera lieu à l'application des pénalités de retard suivantes :

- Fermeture du site après 20h (*au lieu de 19h15*) = 30 € par retard constaté
Sauf circonstance exceptionnelle avec prévenance par mail de la part du prestataire
- Non prise en compte d'une alarme = 50 € par constat

ARTICLE 11 – Confidentialité

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par le CTI St-Etienne, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre elles tout au long de l'exécution du marché.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 12 – Responsabilités et assurances

Le Titulaire s'engage à fournir dès la notification du marché une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité.

Cette assurance doit couvrir tous les risques inhérents au présent marché.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'Organisme puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le CTI Saint-Etienne se réserve le droit de demander une copie de la police d'assurance en cours de validité.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

ARTICLE 13 – Sous-Traitance

Toutes les clauses des marchés s'imposent aux sous-traitants qui seront soumis aux mêmes conditions et termes que le Titulaire.

Les sous-traitants seront réglés par l'Organisme.

ARTICLE 14 – Résiliation

Conformément aux dispositions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, l'Organisme se réserve le droit de résilier le présent marché, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce avec préavis de 3 mois.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est due au Titulaire en cas de résiliation anticipée du présent marché.

En cas de résiliation, le Titulaire sera tenu d'exécuter les prestations qui auront été contractualisées préalablement à la date de résiliation, et seules les prestations réalisées feront l'objet d'un règlement.

ARTICLE 15 – Dérogation aux documents généraux

Les dérogations au CCAG FCS concernent les points suivants :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG	Objet de la dérogation
10	Article 14	Pénalités
14	Article 42	Résiliation